

Sur le site du Laboursolidarity plusieurs appels des syndicats membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte ont été postés en plusieurs langues. Cet appel à la lutte doit être pris par la classe ouvrière avec beaucoup plus de vigilance qu'en ont fait preuve les gouvernements face au COV-19. La crise sanitaire révèle au grand jour l'impact désastreux de la croissance du capitalisme mondial sur l'écosystème et, elle accuse de façon catastrophique les inégalités sociales. La crise économique qui se profile, frappera encore plus fort les plus pauvres et les classes laborieuses. N'hésitez pas à diffuser l'appel en français ci-joint. J'ai rajouté par solidarité avec les syndicats italiens, qui ont réussi dans le contexte de l'épidémie la première grève virtuelle, l'appel en italien : [Fermiamo le controriforme che distruggono i nostri diritti !](#) Les pdf : [2020 - 3 - 17 - defendons-nous contre le coronavirus mais pas seulement - fr.pdf](#) [2020 - 3 - 18 - difendiamoci dal coronavirus ma non solo - ita-2.pdf](#)

L'appel : Dans tous les pays, les gouvernements décident des mesures liées à la pandémie de coronavirus. Les incohérences sont nombreuses, pour l'essentiel dues au souci de protéger les intérêts patronaux. Et, dans nombre de pays, cela vient après des années de destruction des systèmes de santé, et plus largement de tous les services publics ; dans d'autres, le sous-développement entretenu par le colonialisme, rend la situation encore plus grave. Nous ne sommes pas de celles et ceux qui minorent la pandémie et affirment que c'est un « complot ». Mais nous n'accepterons pas n'importe quoi au nom de pseudos « unité nationale » qui voudraient, comme sur d'autres sujets, nous faire oublier que les intérêts de ceux qui dirigent le monde ne sont pas les nôtres. Des mesures d'urgence doivent être prises, tant matérielles que financières ; il est juste d'en réclamer la mise en œuvre, mais il est aussi nécessaire de ne pas nous en remettre aux responsables de la situation pour en sortir et construire une société qui ne marche pas sur la tête ! Pour les travailleurs et travailleuses précaires, ils ne proposent que le chômage ! Pendant que les présidents, ministre et autres communicants font de belles phrases avec « la nécessaire solidarité », les patrons agissent ... comme des patrons : leur souci est de maintenir les profits des actionnaires. Les licenciements des travailleuses et travailleurs les plus précaires se multiplient. Partout dans le monde, ce sont les populations les plus fragiles qui vont être le plus touchées par la pandémie de coronavirus. Sans logement, sans emploi, sans ressource ... et souvent sans protection sanitaire accessible, à cause de l'inexistence ou la détérioration des systèmes publics (hôpitaux, centres de santé, etc. Chômage partiel, télétravail, garde d'enfants : pour qui ? Comment ? D'un pays à l'autre, les règles - quand il y en a - sont différentes. Le maintien intégral du salaire est loin d'être acquis en cas de chômage partiel. Le télétravail n'est pas applicable à plein de professions. Et quand il peut l'être, cela suppose des mesures d'accompagnement dont bien des entreprises ne se soucient pas. Les consignes patronales - tant dans le secteur privé que public - sont souvent vagues, contradictoires, partiellement inapplicables. **Exigeons des pouvoirs publics ce qu'ils nous doivent !** Les décisions gouvernementales doivent s'accompagner de mesures concrètes ; par exemple : • Mise en congés payés rémunérés, pour éviter la propagation du virus sur les lieux de travail collectifs. À l'exception des établissements hospitaliers, pharmaceutiques et alimentaires. • Maintien des emplois ; aucun licenciement. • Prise en charge systématique en cas d'accident du travail des salarié.es contaminé.es. • Indemnisation à 100% en cas de chômage partiel. • Prise en charge à 100% des arrêts de travail pour la garde des enfants. • Sur les lieux de travail encore opérationnels : réorganisation des activités et attribution des moyens de prévention, selon les besoins des salarié.es qui sont aussi les mieux placé.es pour définir les mesures barrières à prendre. Le syndicat, parce qu'il est le regroupement des salarié.es qui sont sur le terrain, est à même de mettre en commun les propositions, de discuter les priorités éventuelles. **Et prenons nos affaires en mains !** C'est le moment de demander, par exemple, la réquisition des entreprises de santé, le contrôle sur les stocks et la distribution des masques, la mise en place d'office public du médicament, le rétablissement des postes de travail supprimés dans les hôpitaux publics, etc. La situation actuelle amène à poser le plus fort possible ces questions : et si c'étaient les premiers et premières concerné.es qui discutaient, préparaient et décidaient les budgets des hôpitaux ? De la recherche ? En réalité, de tous les secteurs utiles à la vie sociale ? 1 430 milliards de dividendes distribués aux actionnaires dans le monde en 2019 Rappelons que les dividendes ne sont qu'une

partie des bénéficiaires des entreprises.... Alors, plutôt que « d'aider les entreprises » (en fait, les actionnaires), comme le font les gouvernements des capitalistes, les destructeurs du service public, les technocrates et les adeptes des mesures liberticides, il faut imposer une autre logique. Celle du mouvement social qui, par ses luttes, a construit la protection sociale, l'hôpital public et la recherche publique que les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de freiner, de détourner, de démanteler ; sans oublier les alternatives qui ont été produites et expérimentées par ce même mouvement social. **Santé, éducation, transport, alimentation, logement, etc., les besoins sociaux de tous et toutes peuvent être satisfaits si nous le décidons ! Arrêtons les contre-réformes qui détruisent nos droits !**

Documents joints

[2020 - 3 - 17 - defendons-nous contre le coronavirus mais pas seulement - fr.pdf](#)

[2020 - 3 - 18 - difendiamoci dal coronavirus ma non solo - ita-2.pdf](#)